

Banques: Guy Parmelin prône une focalisation sur la finance durable

10 juin 2021 - 14:45

AWP

Si la Suisse est en bonne position dans ce domaine, il manque encore les outils de contrôle et de régulation pour éviter le risque d'éco-blanchiment.



Le président de la Confédération Guy Parmelin a appelé jeudi les banques à se «focaliser clairement sur la finance durable», alors que le secteur propose de plus en plus de produits financiers basés sur les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Si la Suisse est en bonne position dans ce domaine, il manque encore les outils de contrôle et de régulation pour éviter le risque d'éco-blanchiment.

Cette évolution est nécessaire «si l'on veut progresser dans ce domaine à court et moyen terme», a insisté M. Parmelin jeudi lors du Private Banking Day à Genève, organisé par l'Association de banques privées suisses (ABPS) et son homologue des banques suisses de gestion (ABG).

Le président de la Confédération a insisté que le gouvernement «s'attachait concrètement à garantir la sécurité juridique, à accroître la transparence, à mieux tenir compte des risques financiers et à observer de près les évolutions internationales», selon un communiqué des organisateurs.

En Suisse, l'activité dans le domaine de la finance durable s'est envolée ces dernières années. Selon un rapport de Swiss Sustainable Finance (SSF), les actifs investis dans les produits de placements verts ont bondi l'année dernière de 62% comparé à 2019 à 1163 milliards de francs. De ce montant, 79% étaient placés auprès de clients institutionnels et 21% auprès des privés.

«Pourquoi ne pas investir uniquement dans des produits vert? Parce qu'il n'en existe pas encore assez», a lancé Yves Mirabaud, président de l'ABPS et associé senior de la banque privée éponyme, lors de la réunion.

Le banquier genevois a également soulevé le retard de la Suisse en matière d'obligations vertes et durables. «L'impôt anticipé suisse décourage les investisseurs à souscrire aux obligations émises en Suisse», a-t-il souligné.

Le responsable de l'organisation écologiste WWF Suisse, Thomas Vellacott, a pour sa estimé que «la branche devrait s'aligner résolument sur l'Accord de Paris sur le climat et appliquer des critères de développement durable uniformes et transparents».

L'accord de Paris sur le climat a été adopté en 2015 par 196 parties, et ratifié deux ans plus tard par la Suisse. Il prévoit de contenir le réchauffement climatique mondial en dessous de 2 degrés par rapport à l'ère préindustrielle. La Confédération s'est ainsi engagée à réduire de moitié d'ici 2030 ses émissions de gaz à effet de serre par rapport à 1990.

RISQUE D'ATTIRER DES «OPPORTUNISTES»

Mais comme l'a signalé Guy Parmelin, les risques de fraude et de «greenwashing» existent. «Sur ce terrain en friche, le marché peut attirer des opportunistes», a-t-il averti.

Et pour l'heure, il n'existe pas encore de réponse internationale à ce problème, a concédé Johan Rockström, directeur de l'institut de recherche d'impact climatique de Potsdam. «Le marché est pour l'heure désordonné» et nécessite un important soutien pour être renforcé.

Le patron du WWF Suisse a pour sa part souligné que, face aux enjeux climatiques, acteurs publics et privés devaient cesser de se renvoyer la balle en matière de régulation. «Nous n'avons plus le temps pour cela», a-t-il insisté.

Alors que la Suisse peut devenir un leader de la finance durable grâce à son énorme potentiel, l'éco-blanchiment représente un «risque important», selon M. Vellacott. Dans ce contexte, l'auto-déclaration n'est plus suffisante. Les émetteurs de produits financiers verts doivent faire plus d'effort pour démontrer la qualité de leurs investissements durables, notamment en publiant un calendrier de leurs engagements.